

Accord-cadre mono/multi-attributaire Procédure d'appel d'offres ouvert

**(art. R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-14 du Code de
la Commande publique)**

N° 2024-26

**Assistance à maîtrise d'œuvre et d'ouvrage : presta-
tions d'expertise, de développement informatiques
et d'assistance technique**

Règlement de la consultation

Section I : Identification de l'organisme qui passe le marché

Établissement public national à caractère administratif

Section II : Nom et adresse officielle de l'organisme acheteur (siège social)

INSTITUT FRANCAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION
170, Avenue du Cadre Noir
49400 SAUMUR

Représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Jean-Roch GAILLET, Directeur général

Adresse internet (U.R.L.) : www.IFCE.fr

Envoi ou remise des offres

Via la plateforme des achats de l'État : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Section III : Objet du marché

- **Objet du marché :** Assistance à maîtrise d'œuvre et d'ouvrage : prestations d'expertise, de développements informatiques et d'assistance technique.

- **Type de marché :** Services

- **Nomenclature : classification CPV (vocabulaire commun des marchés)**

Objet principal : 72500000-0 Services informatiques

- **Forme de marché :** accord-cadre mono/multi-attributaire avec montant maximum

- S'agit-il d'un marché à bons de commande ? : **Oui (marchés subséquents s'exécutant par bons de commande)**

- S'agit-il d'un marché à bons de commande avec plusieurs titulaires et remise en compétition ? : **Oui**

- S'agit-il d'un marché à tranches ? : **Non**

Section IV : Lieu d'exécution des prestations

Institut français du cheval et de l'équitation
Direction des services informatiques
Route de Troche
19230 Arnac-Pompadour Cedex

Section V : Caractéristiques principales

Les variantes ne sont pas autorisées.

Section VI : Division en lots

Le présent appel d'offres est composé de six lots. Le lot 1 est mono-attributaire et les lots 2 à 6 sont attribués à plusieurs opérateurs économiques : trois titulaires maximum.

- Lot 1 - Centre de service MOE
- Lot 2 - Centre de service MOA
- Lot 3 – Prestations développements back
- Lot 4 – Prestations front-web
- Lot 5 – Prestations développements front-mobile
- Lot 6 – Prestations développements des éditions

Le candidat peut présenter une offre pour un, plusieurs ou pour tous les lots. Un soumissionnaire peut être attributaire d'un ou plusieurs lots.

Section VII : Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de quatre ans, à compter de sa date de notification.

Section VIII : Conditions relatives au marché

- Aucun cautionnement et garanties exigés
- Paiement par mandat administratif par l'établissement « Institut français du cheval et de l'équitation » dans le délai de 30 jours à réception de la facture (utilisation de Chorus obligatoire).
- Le défaut de paiement dans les délais supra fait courir de plein droit des intérêts moratoires au taux de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de huit points.

Section IX : Conditions de participation

Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière : **Non**

Les candidats seront-ils tenus d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargé de l'exécution du marché : **Oui**

Forme juridique de l'attributaire :

Le candidat peut se présenter seul ou sous la forme d'un groupement (conjoint ou solidaire). Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou encore en qualité de membres de plusieurs groupements.

Section X : Jugement des candidatures et recevabilité des offres

Jugement des candidatures :

Les candidatures seront appréciées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si un candidat se trouve :

- Dans un cas d'interdiction de soumissionner ;
- Ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'IFCE ;
- Ne peut produire dans les délais impartis les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'IFCE ;

La candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Recevabilité des offres :

L'IFCE vérifiera que les offres reçues dans les délais soient régulières, acceptables et appropriées.

Si une offre est qualifiée d'irrégulière, d'inacceptable ou d'inappropriée, elle sera rejetée par l'IFCE.

Cependant au sens de l'articles R2152-2 du Code de la commande publique, les offres pourront être régularisées à la demande de l'IFCE, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que la régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles de l'offre.

Les contrats sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché devra être rédigé en langue française exclusivement.

Section XI : Critères d'attribution

Les offres seront évaluées selon les critères suivants :

- **Prix : 40 %**
- **Valeur technique : 60 %**, décomposée comme suit :

- Méthodologie générale proposée : 10 %
- Organisation et profil des intervenants : 25 %
- Méthodes techniques et outils : 15 %
- Pilotage, reporting, résolution des anomalies : 6 %
- Engagement RSE : 4 %

Pour le critère prix, les notes seront calculées sur la base du bordereau de prix, par rapport au coût moyen unitaire pondéré de la meilleure proposition (total général/nombre de journées en fonction de la répartition proposée des profils), selon la formule suivante :

$$Note \text{ } du \text{ } candidat = \frac{40 \times \text{Prix de la meilleure proposition}}{\text{Prix de la proposition du candidat}}$$

L'IFCE appréciera la valeur technique de l'offre sur la base de la présentation et du mémoire technique réalisé par le candidat (y compris les annexes fournies et le bordereau de prix).

Une note de 1 à 10 est attribuée à chacun des sous-critères de la « Valeur technique », en fonction de la qualité de la réponse (1 étant la note la plus mauvaise et 10 la note la meilleure) :

- 1 : offre très insatisfaisante
- 2 : offre insatisfaisante
- 3 : offre très partiellement satisfaisante
- 4 : offre partiellement satisfaisante
- 5 : offre moyenne
- 6 : offre globalement adaptée au besoin
- 7 : offre bien adaptée au besoin
- 8 : offre parfaitement adaptée au besoin
- 9 : offre parfaitement adaptées aux besoins et apportant une valeur ajoutée
- 10 : offre parfaitement adaptée aux besoins et apportant une valeur ajoutée importante au pouvoir adjudicateur

L'IFCE se réserve la possibilité, si cela s'avère nécessaire, de réaliser des entretiens afin d'éclaircir certains points techniques des offres des trois premiers candidats de chaque lot après une première analyse.

Section XII : Procédure

Appel d'offres ouvert dans le cadre d'une procédure européenne.

Section XIII : Délai d'urgence

Néant

Section XIV : Conditions de délai

- Date limite de réception des offres : **Jeudi 25 juillet 2024 à 12 heures**

- Délai de validité des offres : **6 mois** à compter de la date de limite de réception des offres.

Section XV : Autres renseignements

A - Condition d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :

Date limite d'obtention : au moment du dépôt du dossier de candidature

Conditions : gratuitement via la plateforme des achats de l'état (PLACE)

B - Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration : **NON**

C - Contenu du dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) :

Règlement de consultation, acte d'engagement, Cahier des clauses administratives et

techniques particulières et ses annexes, Bordereau de Prix.

Le document « cadre de référence » sera remis uniquement sur demande faite par mail à l'adresse responsables.dosi@ifce.fr .

D - Modalités de remise des offres.

Via la plateforme des achats de l'état (PLACE)

Les candidats doivent remettre leur offre par voie électronique. Les offres sont transmises sur la plateforme des marchés du pouvoir adjudicateur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Le candidat transmet dans un délai adapté à la complexité de sa demande, toutes questions jugées utiles et nécessaires pour la constitution du dossier de réponse, exclusivement sur la plateforme des marchés du pouvoir adjudicateur :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pour la remise de leur offre, les titulaires doivent insérer dans leur pli électronique l'ensemble des documents requis. Le pli est un fichier unique compressé au format zip et nommé "offre". Le fichier contient les documents demandés dans le règlement de consultation. Ces documents sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants :

.doc, .docx, .xls, .xlsx, .ppt, .odt, .ods, .odf, .pdf, .zip (ou tout autre format de fichier couramment utilisé). Les candidats sont invités à ne pas utiliser de fichiers « .exe » ou contenant des « macros ».

La signature électronique des documents et du dossier de réponse n'est pas exigée.

Après création du pli, les candidats se connectent sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr> et doivent la déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plateforme, chaque consultation ayant une page spécifique de réponse.

Les candidats transmettront leurs offres impérativement avant la date et l'heure limites fixés dans le règlement de la consultation. Un message leur indiquant que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès leur est affiché, puis un accusé de réception leur est adressé par courrier électronique donnant à leur dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence. L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le dossier de candidature contiendra, pour chaque offre correspondant à un lot :

- La déclaration du candidat (DC2) ou le DUME (Document Unique de Marchés Européen) ;
- La lettre de candidature (DC1) ou le DUME ;
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée que le candidat produit, pour justifier qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales. Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise, dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur, les certificats délivrés par les administrations et

organismes compétents. Toutefois, si le candidat le souhaite, il peut fournir directement les copies certifiées conformes à l'original des attestations des organismes fiscaux (lasse 3666) et sociaux (URSSAF) où l'état annuel des certificats reçus modèle ou leurs équivalents pour les sociétés étrangères ;

- L'acte d'engagement fourni (ATTRI1) daté et signé (il peut regrouper l'ensemble des lots pour lesquels une offre est présentée) ;
- La présentation de la société, ses références et les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargé du suivi du marché ;
- Un mémoire technique (20 pages maximum hors profil des intervenants), comprenant :
 - o La composition de l'équipe dédiée à la réalisation de la prestation accompagnée des CV (profils) en précisant les responsabilités de chacun. Il identifie l'interlocuteur principal ;
 - o L'indication et la justification du délai d'appropriation de l'application et de l'ensemble de son environnement ;
 - o La description des modalités de mise en œuvre de la prestation et la méthode de correction des anomalies et des régressions ainsi que les délais de correction ;
 - o La description et la justification des modalités de vérifications internes des développements avant livraison ;
 - o Les dispositions mises en œuvre pour garantir la sécurité des systèmes d'information et la protection des données ;
 - o Le candidat présente les moyens mis à disposition pour assurer la réversibilité et la mission d'assistance de la nouvelle équipe à l'issue du marché ;
 - o Le planning d'exécution prévisionnel.
- Les dispositions environnementales et sociétales engagées par l'entreprise feront l'objet d'une annexe à part entière ;
- Un RIB ;
- Le Bordereau de prix complété et signé.

Les offres seront exprimées en euros, à la fois en chiffres et en toutes lettres, elles doivent comprendre :

- le prix de la prestation de service, ainsi que tous les frais connexes (restitution de tableaux de bord, facturation et avoirs éventuels, points de suivi avec l'IFCE ...) ;
- toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, la facturation, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes éventuels.

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en

vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les réponses aux questions sont envoyées en temps utile, dix jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des dossiers de réponse.

La date de réception des questions sur le profil acheteur fait seule foi.

La participation à l'appel d'offres vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation et du cahier des clauses particulières. De fait, le candidat ne pourra en aucun cas se prévaloir de renseignements erronés ou insuffisants.

E- Application des articles R2372-19 à R2372-24 du Code de la commande publique : **Non**
